

Cols bleus : l'application de la Marine nationale Digidust Corp

Voir



ASSISES DE L'ÉCONOMIE DE LA MER 2016 « LA MER DOIT ÊTRE L'AMBITION DE LA FRANCE »

© THIERRY NECTOUX

Publié le 10 Janvier 2017 à 16:09

Avec une assistance de plus de 1.500 personnes et, pour la première fois, un président de la République, les 12^e Assises de l'économie de la mer à La Rochelle pourraient marquer les mémoires comme celles de la prise de conscience maritime de la France au XXI^e siècle. Un optimisme à tempérer par la liste des défis qui restent à relever.

Assistance record : 1 530 participants, 25 conférences et ateliers, 60 intervenants, 110 journalistes accrédités, 40 étudiants parrainés, plus de 1 600 tweets, présence du président de la République... Les indicateurs étaient au vert et l'optimisme de rigueur aux 12^e Assises de l'économie de la mer, les 8 et 9 novembre à La Rochelle. L'occasion pour tous les acteurs de rappeler la place de l'économie maritime dans le monde et de souligner le formidable potentiel que la mer représente pour la France. Mais sans négliger les défis qui restent à relever pour transformer ce potentiel en un vrai leadership.

ÉTAT DES LIEUX

Dans l'ancienne halle à poissons du port, Frédéric Moncany de Saint-Aignan, président du Cluster maritime français, a accueilli les 1 500 participants avec des chiffres que chacun devrait connaître : à l'horizon 2030, l'économie maritime mondiale aura doublé et pèsera 3 000 milliards de dollars. En France, aujourd'hui, ce sont 72 milliards de dollars de production et 289 000 emplois⁽¹⁾. Avec ses trois façades maritimes et sa position à la proue de l'Europe atlantique, avec ses possessions outre-mer qui lui offrent 11 millions de kilomètres carrés de zones économiques exclusives au contact des principales routes commerciales, avec ses entreprises déjà leaders dans plusieurs secteurs de l'économie de la mer, si la France

développe son économie bleue, elle pourrait représenter 150 milliards de dollars et un million d'emplois d'ici 15 ans.

SORTIE DU POT AU NOIR

Pour François Hollande, il n'y a pas d'autre option : « La mer doit être l'ambition de la France. » L'enthousiasme manifeste du président de la République pour l'économie maritime a été précédé par d'autres prises de positions récentes qui rendent enfin optimistes les acteurs du secteur. La proposition de loi du député Arnaud Leroy, adoptée en juin par le Parlement « et dont 80 % des décrets d'application seront pris avant la fin de l'année », et les trente-six mesures prises par le Comité interministériel de la mer (CIMer) qui s'est réuni à Marseille le 4 novembre en font partie. « La France est une grande puissance maritime, elle doit avoir une politique maritime forte », a affirmé le Premier ministre lors de ce CIMer.

VENTS CONTRAIRES

« Nous marchons trop lentement ; il faut être plus efficace », estime Frédéric Moncany en appelant à « la mobilisation d'une véritable task force pour gagner la guerre économique qui se profile sur l'horizon marin ». La liste des batailles à remporter est longue et le programme des tables rondes des Assises en donnait un aperçu non exhaustif : améliorer la gouvernance des ports, développer le rôle stratégique de l'État, investir dans les dessertes et l'intermodalité, protéger et soutenir le pavillon français, adapter les régimes sociaux, négocier les conséquences du Brexit, construire l'Europe maritime, inventer le navire du futur... Et il faudra aussi – de nombreux intervenants l'ont souligné – disposer d'une Marine nationale capable de protéger les intérêts français sur tous les océans. Car, comme l'amiral Prazuck l'a rappelé dans son intervention sur les nouveaux moyens de la Marine : « les océans seront, dans les décennies qui viennent, des espaces de confrontation. »

LV (RC) STÉPHANE GALLOIS

(1) OCDE, mai 2016.